

Le big bang c'est maintenant

Épinay, c'est terminé. Voilà comment on peut résumer l'intervention d'Olivier Faure en conclusion du Conseil national du PS, qui s'est tenu le 24 novembre.

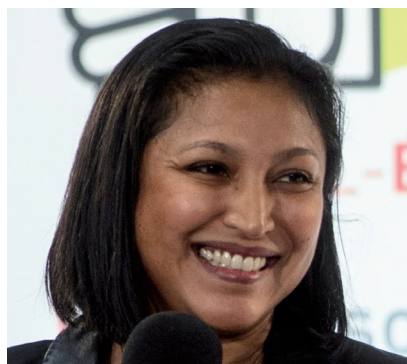
Les délégués ont adopté à 83,71% la feuille de route présentée par le Premier secrétaire, qui comprend, notamment, le lancement d'une procédure de réforme statutaire.

Les socialistes ont souvent amendé leurs statuts. D'ailleurs, chaque congrès, ou presque, a d'une manière ou d'une autre contribué à les faire évoluer. Fallait-il, une nouvelle fois s'adonner à cet exercice? «**Nous avons déjà effectué ce travail en 2018**», explique Corinne Narassiguin, secrétaire nationale à la Coordination et aux moyens du parti. «**Mais nous n'avons pas pris la mesure des transformations à opérer. Nous avons choisi une option bien plus radicale mais qui correspond mieux à l'idée du big bang : repartir d'une page blanche et ne rien nous interdire.**»

Ce sont donc de nouveaux statuts qui vont être rédigés sur la base des contributions des adhérents. «**Nous aurions pu envoyer un questionnaire mais nous avons là encore préféré leur demander de nous dire ce qu'ils souhaitent trouver dans les statuts de leur parti.**»

La feuille de route est claire : comment créer un parti plus dynamique, plus accueillant, plus efficace. En un mot, mieux adapté au militantisme du début du XXI^e siècle.

D'abord, la modernisation. Le PS est divers et on ne milite pas partout de la même manière. Aujourd'hui, les mêmes règles s'imposent à une section qui compte des centaines d'adhérents, dans une commune de gauche, ou à une



Nous demandons aux adhérents de ne rien s'interdire

section cantonale de quelques adhérents, dans un bastion de droite.

Ensuite, la simplification des échanges entre Fédérations, entre sections, entre Fédérations et secrétariat national...

Comment permettre au parti de fonctionner? Avec des cotisations annuelles? En faisant appel aux dons?

L'ouverture du parti est essentielle, afin de permettre à un plus grand nombre de concitoyens de le rejoindre, durablement ou ponctuellement. Faut-il alors conserver le modèle des sections territoriales? Ou permettre la création de sections thématiques? Un statut de «*sympathisant*» est-il envisageable?

Enfin, comment le PS entre-t-il dans l'ère numérique, notamment pour consulter ses adhérents?

Cette phase de consultation va durer jusqu'au 31 janvier. «**Une fois que nous aurons analysé ces contributions, une commission sera chargée de la rédaction**», explique Corinne Narassiguin, qui n'exclut pas une nouvelle phase de consultation pour trancher des propositions contradictoires. Ce texte sera soumis au vote de l'ensemble des adhérents.

Contributions à envoyer à reformestatutaire@parti-socialiste.fr



Réveiller l'espoir

Alors que 2021 débute, tous les vœux que peuvent souhaiter les socialistes se résument en un mot : espoir.

Cette année sera l'occasion de commémorer plusieurs événements majeurs dans l'histoire de la gauche. Non pas pour se complaire dans le passé mais au contraire pour tirer les leçons, afin de ne pas renouveler les mêmes erreurs qu'il y a 150 ans, avec la Commune. Ou de retrouver les clés des succès comme il y a 50 ans au congrès d'Épinay ou, il y a 40 ans, avec la victoire de François Mitterrand, le 10 mai 1981.

À chaque fois on retrouve les mêmes ingrédients : de l'audace, du courage et la nécessaire union de la gauche autour d'un projet émancipateur, porté par des dirigeant.es et des candidat.es qui parviennent à réconcilier les adversaires d'hier et à réaliser une synthèse pour entraîner le peuple de gauche.

PS29

Au rendez-vous des solidarités

En 2021, le Conseil départemental de la Finistère sera au rendez-vous de la solidarité comme il l'a été en 2020. Ses élu.es en ont la volonté, ses agents en ont les compétences. Reste à l'État à leur en donner les moyens.



Restons soudés et solidaires

C'est ce qui est ressorti du débat d'orientation budgétaire, qui s'est tenu le 17 décembre.

« Il y a un an, nous étions loin d'envisager l'année 2020 telle qu'elle s'est passée », a insisté Nathalie Sarrabezolles. « Une crise sanitaire mondiale, des populations confinées, des limitations de déplacements et de réunions, une crise sociale, une économie percutée de plein fouet par le contexte de la pandémie... De bout en bout, cette année 2020 aura demandé une mobilisation exceptionnelle. Une mobilisation nécessaire pour lutter contre le virus et ses conséquences, une mobilisation

essentielle pour rester soudé-es et solidaires. Le Conseil départemental aura tout au long de l'année répondu présent. Les agents auront fait preuve d'une implication exemplaire. Nos missions ont été assurées, nos actions adaptées pour répondre au mieux aux besoins, nouveaux ou non, notre expertise et nos compétences mises au service de partenariats pour agir le plus largement et le plus complètement possible. »

« Le RSA est devenu une allocation départementale. »

Grâce à sa bonne gestion financière, le Département a pu assumer ses missions. **« Les effets de la crise se ressentiront dans le budget du Conseil départemental, comme dans ceux des autres collectivités »,** a précisé Jacques François, président de la commission ressources, finances et évaluation. **« Nous avons pu absorber les effets de la crise dans le budget 2020 et poser des bases solides pour celui de 2021. »**

Cependant, en cette période d'incertitudes, la vigilance doit être de mise. En effet, en quelques semaines seulement le nombre d'allocataires du RSA a progressé de 10% dans le Finistère. Le Conseil départemental est comme les phares qui bordent son littoral, a illustré Kévin Faure, au nom du groupe socialiste. **« Toute la**

population finistérienne n'a pas recours aux aides individuelles de solidarité et quand celles-ci sont nécessaires elles ne sont pas systématiquement toutes sollicitées durant l'ensemble des étapes de la vie.

Les compétences de solidarité du Département sont donc comme nos phares : présentes au quotidien pour être utiles à celles et ceux qui en ont besoin. Pour les autres, leur présence est rassurante car nous savons tous qu'en cas de coup dur, qu'en cas de détresse, qu'en cas d'accident de la vie comme autant de tempêtes : le Département est présent. »



Le budget 2021 repose sur des bases solides

Mais, comme l'a souligné Michaël Quernez, le RSA, allocation de solidarité nationale est, au fil du temps, devenue une allocation départementale puisque l'État ne la compense qu'à hauteur de 46,5%. Pour 2021, son montant dans le Finistère est estimé à 111,6 millions d'euros.

Classes de mer



Le débat du 17 décembre a donné lieu à une mise au point de la part de la majorité départementale accusée, par le représentant de la République en Marche, de ne pas suffisamment soutenir les classes de mer. Plusieurs jours déjà avant le débat d'orientation budgétaire, Michaël Quernez avait pourtant alerté le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, sur cette question.

En effet, originaires du Finistère, sous l'impulsion de Jacques Kerhoas, les classes de mer souffrent tout particulièrement de la crise sanitaire. Et la majorité départementale n'a heureusement pas attendu pour chercher des solutions.

Malgré leur mobilisation sans faille et positive, beaucoup de centres n'ont quasiment pas fonctionné au printemps et ont dû composer durant l'été 2020 avec une fréquentation erratique. Puis subir à l'automne une vague de demandes de reports de séjours, voire des annulations à l'approche du second confinement de novembre. Les incertitudes pour le printemps 2021 pèsent, de plus

en plus, sur le devenir de la filière et font craindre la disparition de bon nombre d'établissements.

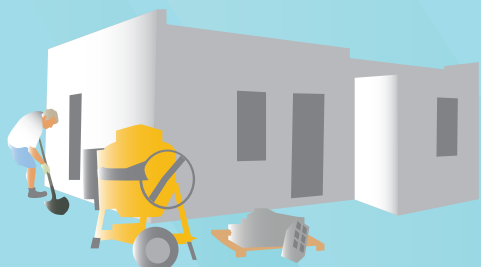
Outre le fait de priver de nombreux enfants d'apports pédagogiques et d'apprentissages sur la nature et la biodiversité, la crise en cours se traduit aussi par des difficultés économiques, une fragilisation des emplois dans nos communes littorales et rurales, pour lesquelles cette activité est un élément moteur.

Nous vous alertons sur cette situation afin que soient mises en œuvre des mesures concertées pour le maintien de l'activité dans les centres d'accueil de séjours éducatifs, en lien avec les activités scolaires. Vous avez déployé au printemps dernier plusieurs dispositifs, parmi lesquels celui des vacances apprenantes. Des mesures d'urgence pourraient être prises en étudiant, s'il y a lieu, le redéploiement rapide des lignes budgétaires qui ne seraient pas pleinement consommées vers les séjours éducatifs en classes de mer et de découverte. À défaut de trésorerie suffisante au premier semestre 2021, le remboursement des prêts garantis par l'État, et autres aides, pourrait s'avérer complexe. 50% des centres du Finistère pourraient disparaître dans le courant de l'année 2021.

Répondre aux défis environnementaux

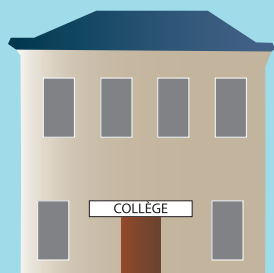
Le Conseil départemental a adopté le 17 décembre son premier plan d'actions 2020-2030 pour répondre aux défis environnementaux.

Employeur écoresponsable et acteur de politiques publiques, le Conseil départemental a ainsi élaboré dix fiches-actions qui fixent des objectifs mesurables dans le temps et des moyens précis à mettre en œuvre.



Privilégier les opérations de logement social en renouvellement urbain

L'objectif poursuivi ici est double : il s'agit de limiter la consommation foncière liée aux constructions neuves tout en renforçant l'attractivité des villes et des centres bourgs.



Réduire la consommation d'énergie des bâtiments départementaux

Le Département a un rôle d'exemplarité à jouer vis-à-vis des Finistériennes et des Finistériens et de ses partenaires. Il s'est fixé comme objectif, une baisse de la consommation énergétique de ses bâtiments de 40% en 2030, puis 50% en 2040 et 60% en 2050.

Développer l'achat durable et responsable

Le Département consacre chaque année 60 millions d'euros d'achats. Il dispose donc d'un levier important pour une meilleure prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux. Déjà 62,5% des marchés sont conclus avec des entreprises finistériennes.



Garantir l'accès à l'eau potable pour tous

Alors que la ressource en eau baisse, du fait du réchauffement climatique, et que dans le même temps la consommation a tendance à progresser, le Département va apporter une attention particulière afin de sécuriser l'approvisionnement de tous les Finistériens.



Réduire l'impact carbone des déplacements des agents

Le Département peut réduire les émissions de gaz à effet de serre de ses agents en favorisant le télétravail et les visioconférences, en les incitant à utiliser des modes de déplacement doux, en favorisant les transports collectifs ou en améliorant la performance énergétique de son parc de véhicules.



Réduire le volume des données

L'usage du numérique a des répercussions sociales et environnementales. C'est pourquoi le Département va favoriser la diffusion des bonnes pratiques pour le développement d'un numérique durable.

Faciliter l'aménagement parcellaire agricole

Alors qu'un tiers des exploitants agricoles prendra sa retraite dans les dix ans qui viennent, le Département utilise tous les outils à sa disposition pour réorganiser et rationaliser l'espace afin de préserver les terres agricoles.



Préserver la biodiversité

Pour le Département, la protection et la reconquête de la biodiversité doivent devenir des éléments incontournables de toute action publique.



Accompagner les mobilités alternatives

Alors que les déplacements représentent 30% des émissions de gaz à effet de serre, le Département va, en sensibilisant les usagers mais aussi en réalisant de nouveaux aménagements, favoriser l'usage du vélo et du covoiturage.



Accompagner les publics précaires vers le bien manger

Manger sainement ne doit pas être un privilège accordé à quelques-uns. Collectivité des solidarités, le Département veille à l'équité d'accès à une alimentation saine et locale.

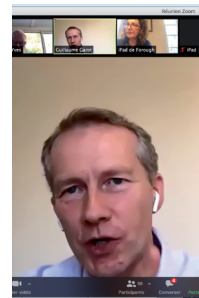
Retrouvez-nous sur



Résister au modèle Amazon ?

S'il suffisait d'interdire aux géants du e-commerce de construire des entrepôts pour sauver les magasins de proximité et ainsi préserver l'attraction des centre-villes, il y a longtemps que les maires auraient pris des dispositions en ce sens. La crise que traverse les commerces de centre-ville, depuis déjà de longues années, n'a pas pour origine le développement d'Amazon.

En outre, comme l'ont dénoncé plus de 120 représentants d'ONG, d'associations, de syndicats ou de partis politiques dans une Tribune, « **ce développement accéléré se fait aux dépens des engagements climatiques de notre pays. En permettant de tout acheter "en un clic", Amazon favorise en réalité la multiplication d'achats superflus et sureballés, consommateurs de ressources et émetteurs de CO2** ».



En savoir plus

Disparition

Nous avons appris avec tristesse le décès de Gisèle Pellen, militante de la section de Morlaix.

Nous adressons à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

L'entreprise de Jeff Bezos poursuit plusieurs projets de constructions d'entrepôts dans l'Ouest et, en particulier, à Briec. En même temps, l'ensemble des collectivités socialistes cherchent à soutenir la consommation locale par des campagnes de communication, la distribution de bons d'achats ou des aides pour le développement du numérique. Le BREIS a donc choisi de consacrer une matinée de réflexion afin de trouver des solutions pour éviter que les multinationales ne s'accaparent l'ensemble du commerce mondial.

C'est pourquoi, Guillaume Garot appelle à un moratoire sur les constructions d'entrepôts d'Amazon, de manière à pouvoir prendre le temps d'engager un débat sur les attentes des consommateurs, mais aussi sur les règles à imposer à tous les acteurs du e-commerce de manière à ce que la concurrence soit plus loyale.

Car, le e-commerce est, quoi qu'on en pense, appelé à se développer, chiffres à l'appui, démontré Olivier Galiana. En 2019, ce secteur représentait 2 000 milliards de dollars avec un taux de croissance de 11%. Avec 636 milliards de dollars et une progression de 14%, l'Europe est la troisième zone du monde, après la Chine et les États-Unis. Mais avec 61% de la population qui utilise internet, notre continent est le plus connecté.

Guillaume Garot, député de Laval, Olivier Galiana, délégué au développement urbain à La Poste, et Floran Vadillo, vice-président à l'attractivité commerciale et à l'action cœur de ville de grand Périgueux, ont échangé sur un dossier particulièrement complexe avec en toile de fonds, au-delà des questions techniques, une interrogation fondamentale sur le rôle et l'influence du politique lorsqu'il faut réguler et organiser un marché totalement mondialisé.

Aujourd'hui, les critiques se focalisent sur Amazon qui paie sans doute sa place de numéro 1 mondial et sa politique de développement en France. Mais, sur un marché en pleine expansion, d'autres acteurs contestent son leadership comme Ali express, notamment. « **Cette entreprise chinoise est encore peu présente en France, mais elle commence à s'implanter et ses délais de livraisons vont rapidement baisser** », précise Olivier Galiana. « **Si la FNAC avait été le leader, je ne suis pas sûr que notre discours anti e-commerce aurait été si virulent** », a ironiquement glissé Floran Vadillo, qui appelle aussi les commerçants et les consommateurs à faire preuve de responsabilités. Les premiers en fidélisant leur clientèle, en s'adaptant à leurs attentes et donc en investissant dans les outils numériques. Les seconds en cessant d'être schizophrènes et en consommant local.

Pour Guillaume Garot, la bataille engagée entre les géants du e-commerce, et en particulier Amazon, et les commerces de centre-ville ne se livre pas à armes égales. À la question, « **Faut-il résister au modèle Amazon ?** » le député de Laval répond clairement « oui », en précisant tout de même que cette résistance doit s'accompagner de propositions alternatives, encore en cours d'élaboration.

Pourquoi la concurrence est-elle déloyale ? D'abord, parce que les entrepôts des plateformes ne sont pas soumis aux mêmes règles, d'urbanisme ou fiscales, que les enseignes commerciales.

Ensuite, parce que le climat social au sein de l'entreprise n'est pas bon. Et que toutes les études montrent que le développement du e-commerce provoque des pertes d'emplois dans le commerce de proximité. La plupart des études montrent qu'une création d'emploi dans la logistique provoque deux suppressions dans le commerce classique.

Le e-commerce va se développer. Il revient aux élu.es de se mobiliser pour expliquer les enjeux et trouver des solutions pour organiser et réguler cette activité de manière à éviter que quelques multinationales ne s'accaparent pas cette activité au détriment de tous les autres acteurs du commerce.

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1337 - Vendredi 8 janvier 2021
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

